

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille , le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IWT (Industrial Water Treatment) (ex SUEZ EI)**

1, rue Buster Keaton  
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/0031/23-SD/SL  
Code AIOT : 0005106026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) (ex SUEZ EI) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 VILLERS ST PAUL. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IWT (Industrial Water Treatment) (ex SUEZ EI)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 VILLERS ST PAUL
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;

- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des actions à mener suite à l'inspection du 08/11/2021
- RSDE

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.1.3	/	Sans objet
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.4	/	Sans objet
3	Surveillance RSDE et étude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 31/07/2012, article 2 et 4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a transmis et mis en place les éléments demandés lors de l'inspection précédente. Par ailleurs, dans le cadre de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017, les conclusions suivantes sont retenues :

- l'exploitant peut mettre fin à la surveillance pérenne du dichlorométhane ;
- les valeurs de concentration maximale pour le Nickel et le Zinc à respecter sont respectivement de 0,2 mg/l et de 0,8 mg/l ;
- des analyses complémentaires sur les rejets en diuron devront être réalisées afin de déterminer la nécessité de suivre ce paramètre.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
<b>Constats :</b> <b>Constats de l'inspection du 08/11/2021 :</b>  Il avait été constaté qu'il n'y avait pas de dispositif de disconnexion afin de supprimer le risque de retour de l'eau pompée dans l'Oise dans cette dernière. L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place une électrovanne avec gestion de l'asservissement au fonctionnement des pompes de reprise.  <b>Constats de l'inspection du 09/12/2022 :</b>  L'exploitant précise le jour de l'inspection que le réseau d'eau potable (réseau public) est composé de trois arrivées. Ces trois arrivées sont protégées par des disconnecteurs. Les trois disconnecteurs sont contrôlés tous les ans. Le dernier contrôle a été réalisé le 8 septembre 2022. Le rapport de contrôle d'un disconnecteur présente une observation sur les vannes de contrôle (poignée cassée). Ces dernières vont être changées d'ici la fin de l'année selon la GMAO. Par anticipation, l'exploitant a indiqué qu'elles seront également changées sur les deux autres disconnecteurs. Concernant l'alimentation de la plate forme chimique en eau industrielle via l'Oise, l'exploitant a mis en place la solution technique qu'il a retenue afin de supprimer le risque de retour de l'eau pompée dans l'Oise dans cette dernière. Ainsi, l'exploitant a mis en place une vanne à sécurité positive qui s'ouvre en cas de manque de tension. Dans le cas précis, l'exploitant indique que lorsque les installations seront pour une raison quelconque, sans alimentation électrique, alors les pompes créant le vide et qui alimentent le siphon s'arrêteront et la vanne s'ouvrira ce qui supprimera le système du siphon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> <b>Constats de l'inspection du 08/11/2021 :</b>  Il avait été constaté l'absence d'un dispositif d'isolement des eaux résiduares. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un dispositif à actionner afin d'isoler les eaux résiduares. Ce dispositif sera identifié et son utilisation définie par une consigne. L'exploitant réalise ces actions sous 3 mois.  <b>Constats de l'inspection du 09/12/2022 :</b>  Afin de permettre l'isolement des rejets du site au milieu naturel, l'Oise, l'exploitant a mis en place un arrêt d'urgence qui permet l'arrêt des pompes de reprise qui alimentent les deux filtres à sable qui sont les derniers éléments avant l'émission finale. Afin de ne pas provoquer un dysfonctionnement des installations en amont des filtres à sable, l'exploitant a indiqué à l'inspection que cet arrêt d'urgence engendre également l'arrêt des installations en amont. En complément de la mise en place de cet arrêt d'urgence, l'exploitant a rédigé une consigne référencée EXP-REJ-IO1 rév 0. La borne extérieure supportant cet arrêt d'urgence est signalée et l'action est décrite sur cette dernière. Il est rappelé à l'exploitant que ce nouvel équipement doit être suivi pour sa maintenance et que les tests doivent être réguliers et enregistrés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Surveillance RSDE et étude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2012, article 2 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance RSDE et étude technico-économique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> RSDE - Surveillance des rejets de substances dangereuses et étude technico-économique « Surveillance trimestrielle du nickel, du zinc et du chlorure de méthylène. L'exploitant fournit au préfet sous 18 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique intégrant les substances qui n'ont pas fait l'objet d'une proposition de réduction dans le programme d'actions. »
<b>Constats :</b> <b>Constats de l'inspection du 08/11/2021 :</b>  L'exploitant a transmis le 19 février 2021 le suivi RSDE du site. Ce document a également été présenté le jour de l'inspection. La société SUEZ Eau Industrielle informe l'inspection que le suivi de dichlorométhane est en dessous de la limite quantifiable depuis 5 ans. Elle souhaiterait donc que cette substance soit sortie de la surveillance perenne. L'inspection demande à l'exploitant de formaliser sa demande de cessation de suivi de cette substance avec les résultats des 5 dernières années. De plus, le positionnement de l'exploitant vis à vis de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (mise à jour de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sur les substances dangereuses suite à l'action RSDE) est incomplet. Il devra être complété par un

positionnement sur les Valeurs Limites d'émissions et la surveillance pour l'ensemble des substances des articles 32.3 et 32.4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (cf courrier DREAL envoyé à l'exploitant le 20 décembre 2019 ci-joint). Pour mémoire, et contrairement à ce qu'indique l'exploitant, le site n'est pas classé sous la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site doit donc se positionner selon le cas général (cf articles cités ci-dessus). Après réception des compléments, l'inspection des installations classées statuera sur la proposition de mise à jour du programme d'autosurveillance de l'exploitant.

#### **Constats de l'inspection du 09/12/2022 :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau proposé par la DREAL complété de toutes les substances dangereuses liées à l'action RSDE listées au sein des articles 32.3 et 32.4 de l'arrêté du 2 février 1998. Au sein de ce tableau, l'exploitant s'est positionné sur l'ensemble des substances listées et notamment sur les VLE et leur surveillance le cas échéant.

L'exploitant ne sollicite pas de modification autre que l'arrêt du suivi du dichlorométhane pour lequel l'exploitant indique que les résultats des mesures sont en dessous des limites quantifiables depuis 5 ans.

Par ailleurs, l'exploitant souhaite avoir la confirmation des seuils applicables au site de Villers Saint Paul en ce qui concerne les VLE du Nickel et du Zinc étant donné les différences observées entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.

L'inspection des installations classées rappelle pour mémoire que l'arrêté du 2 février 1998, mis à jour notamment par l'arrêté du 24 août 2017, est applicable de fait à toutes les ICPE concernées dont IWT. Ainsi, étant donné que le flux de dichlorométhane est inférieur à 2 g/j, l'exploitant n'a pas d'obligation réglementaire à réaliser un suivi de cette substance.

Pour confirmation, l'inspection des installations classées précise ainsi que ce sont bien les valeurs de l'arrêté ministériel précité qui s'appliquent en lieu et place de l'arrêté préfectoral pour les substances pour le Zinc et le Nickel. Pour mémoire, l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 fixe respectivement pour le Nickel et le Zinc une concentration moyenne journalière maximale de 0,4 mg/l et 2 mg/l et un flux de 0,8 kg/j et 3,8 kg/j. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe respectivement pour le Nickel et le Zinc une concentration maximale de 0,2 mg/l et de 0,8 mg/l.

Dans ce contexte, pour information, le cadre de surveillance de l'application GIDAF sera mis à jour en conséquence.

Lors du positionnement de l'exploitant, le diuron présentait un flux supérieur au seuil de 1g/j rendant applicable la valeur limite d'émission en concentration de 25 µg/l fixé au sein de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Ces données dataient de 2013 et 2014. Afin de confirmer ou non la nécessité d'un suivi de cette substance l'exploitant réalisera de nouvelles analyses. Ces nouvelles analyses pourront idéalement être réalisées sur 3 mois à raison d'une mesure par mois.

**Observations :** L'exploitant réalise des analyses sur les rejets afin de déterminer le flux de diuron. Ces mesures de flux de diuron sont réalisées sur 3 mois à raison d'une mesure par mois. L'objectif étant que ces mesures soient représentatives du fonctionnement des activités d'IWT.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet